

Activisme féministe rural et fondamentalisme religieux en Nouvelle-Écosse (Canada)



Activisme féministe rural et fondamentalisme religieux en Nouvelle-Écosse (Canada)

[Antigonish Women's Resource Centre](#)

[Centre de ressources pour les femmes d'Antigonish]

Lucille Harper, Leona M. English et Betsy MacDonald

Un petit groupe de fondamentalistes religieux, soutenus par des activistes des droits des pères, a mené un effort concerté dans un district rural du conseil scolaire de la province canadienne de Nouvelle-Écosse pour limiter et même interdire, dans certains cas, l'accès des élèves aux informations concernant les relations personnelles, la santé et la sexualité. Le présent article se penche sur quatre situations qui se sont produites entre 2002 et 2008, où certains membres du conseil scolaire local se sont activement opposés à la fourniture de ressources et de programmes pour les élèves approuvés par le département de l'éducation de la Nouvelle-Écosse. Il présente une analyse des stratégies utilisées par une organisation locale de femmes travaillant avec des alliés dans la communauté à soutenir la mise en œuvre du Rural Youth Healthy Relationships Education Project [Projet éducatif de relations saines pour la jeunesse rurale] (2002), de la brochure [Sex? A Healthy Sexuality Resource](#) [*Le sexe ? Pour une sexualité saine*] (première édition, 2004), des Youth Health Centres [Centres de santé pour les jeunes] (2006) et du programme Healthy Relationships for Youth [Relations saines pour les jeunes] (2007).

Contexte général

Antigonish est une petite ville du nord-est de la Nouvelle-Écosse, au centre d'une vaste zone rurale. Son aspect serein et pittoresque cache une diversité de cultures, d'idéologies et d'appartenances religieuses. La ville et le comté est peuplé essentiellement de familles de la sixième et de la septième génération, à forte tradition écossaise et acadienne, de gens qui sont venus travailler à l'hôpital et à l'université locale, et d'autres qui se sont établis dans la région dans le cadre du mouvement de « retour à la terre » dans les années 1970, ainsi que de communautés rurales d'habitants de Nouvelle-Écosse d'origine africaine et de la première nation Mi'kmaq, une des populations autochtones de la région. La religion

catholique romaine est prédominante : près de 80 % de la population se disent catholiques. L'université et l'hôpital régional ont tous deux été créés en tant qu'institutions catholiques et de nombreuses écoles publiques locales étaient à l'origine des écoles paroissiales. Le mouvement d'Antigonish, créé dans les années 1920, a inspiré un mouvement de coopérative salué au niveau international pour son approche progressiste du travail avec les communautés en vue de résoudre les problèmes sociaux et économiques. Bien que l'université, les écoles et l'hôpital soient aujourd'hui laïcs, beaucoup de catholiques continuent à exprimer leur foi par l'activisme de justice sociale et le travail de développement communautaire. L'Église catholique garde une influence considérable dans la communauté. Une grande part de cette influence est progressiste, par son souci de la santé et du bien-être de la communauté, mais il existe un groupe irréductible de fondamentalistes religieux fervents qui s'opposent à l'autonomie économique et sociale des femmes, à tout ce qu'ils perçoivent comme féministe et qui constitue dès lors une menace pour leurs convictions, leurs coutumes et leur mode de vie traditionnels.

Qui sont les fondamentalistes religieux ?

Nous entendons le fondamentalisme religieux comme une intersection entre la foi, le pouvoir et la tradition patriarcale. C'est une interprétation sélective des doctrines et textes religieux, qui vise à promouvoir un agenda politique ou culturel spécifique (qu'il s'agisse de contrôler le corps des femmes, de conserver un ordre social patriarcal ou de résister à des menaces externes présumées). Le fondamentalisme existe dans diverses religions, ainsi que dans divers contextes géographiques et culturels, et prend des formes variées. Nous observons que les dirigeants politiques occidentaux utilisent le terme « fondamentalisme » pour justifier des interventions impérialistes et autres projets racistes, néolibéraux et militaristes, mais nous reconnaissons également que le fondamentalisme religieux est une réalité qui touche de nombreuses femmes, hommes et enfants, et nous croyons qu'en tant que féministes, nous devons aborder cette question avec une praxis critique sur de nombreux fronts.

À Antigonish, le fondamentalisme religieux est un mélange de religion, de politique et de sentiment culturel et historique. Il existe une relation complexe entre divers partenaires qui prônent leurs propres points de vue fondamentalistes, en grande partie en attaquant les initiatives qu'ils considèrent comme une menace pour leurs valeurs et leurs croyances. Ce sont surtout des hommes, mais pas exclusivement. Les groupes qui collaborent se composent de membres de groupes de la société civile catholique et de fidèles catholiques romains conservateurs qui adhèrent aux interprétations strictes des écritures, aux doctrines et pratiques traditionnelles, coopèrent avec les groupes antiféministes et des droits des pères,

dont REAL (Realistic, Equal, Active, for Life) Women of Canada [Femmes du Canada réalistes, égales, actives, pour la vie] et Men Opposed to Misandry [Hommes opposés à la misandrie], une organisation qui affirme que la société a un parti-pris en faveur des femmes et pratique la discrimination à l'égard des hommes. Ces deux organisations qualifient le noyau familial traditionnel de pierre angulaire de la société, où les pères sont l'autorité au foyer et les hommes sont les dirigeants de la collectivité. Elles appuient les rôles traditionnels des hommes et des femmes dans la famille et la société, soutenant ainsi les femmes dans un état de subordination par rapport aux hommes, et revendiquent le droit des parents à prendre des décisions pour leurs enfants, indépendamment des meilleurs intérêts définis par les dirigeants pédagogiques ou les jeunes eux-mêmes.

Ils briguent des postes publics à Antigonish et ont été élus, notamment au conseil scolaire local, où ils usent de leur influence pour promouvoir un agenda fondamentaliste, anti-égalité. Leur agenda collectif semble vouloir rétablir l'autorité morale rigoureuse du catholicisme des années 1950. Au niveau scolaire, ils s'attachent à contrôler les activités des adolescentes en limitant l'accès aux informations en matière de santé et de droits de la reproduction, et en limitant leur droit de prendre des décisions en toute autonomie, en ce qui concerne leur santé et leurs pratiques sexuelles. Ils se servent des médias locaux, écrivent des lettres à la rédaction des journaux locaux et mènent des campagnes par courrier électronique pour faire appel à un réseau international en vue de soutenir leurs collègues qui siègent dans des organes élus comme le conseil scolaire. Ils s'inspirent régulièrement d'études universitaires douteuses concernant le sort de la jeunesse et la violence perpétrée par les femmes ; en même temps, ils évoquent les horreurs du féminisme et le déclin des valeurs familiales.

Pour les campagnes contre les programmes proposés ou soutenus par l'Antigonish Women's Resource Centre [Centre pour les femmes d'Antigonish] (AWRC), leur *modus operandi* consiste à créer parmi les membres du conseil scolaire, le personnel scolaire et le grand public, un climat de peur du féminisme et de méfiance à l'égard du travail du Centre pour les femmes. À cette fin, ils attaquent le féminisme qu'ils qualifient de danger pour la société et la structure familiale traditionnelle. Parallèlement, ils recourent à la désinformation et font des déclarations destructrices pour nuire au personnel du Centre pour les femmes. Ils dénaturent les positions prises par le Centre et vilipendent le Centre, le qualifiant de groupe d'intérêt spécial qui aurait un agenda caché pour détruire la famille. Ils incitent à la misogynie et à l'homophobie, et tentent d'intimider les membres non alignés du conseil scolaire en mettant en cause leur catholicisme et leurs valeurs familiales traditionnelles. Quelques exemples de leurs efforts :

[Le membre du conseil scolaire] avait une bonne raison de s'inquiéter du programme parce que les gens qui l'ont développé sont des

féministes qui veulent promouvoir un agenda radical... [L]es féministes locaux/ales se sont attaqués/es à la famille. (Lettre à la rédaction, The Casket, juin 2007)

[Le membre du conseil scolaire] est un chrétien fervent, [la directrice exécutive du Centre pour les femmes] est une ardente féministe. [Il] croit fermement à la famille... [Elle] sème le mécontentement familial en encourageant les femmes qui ont des problèmes conjugaux à quitter leur mari, à obtenir des ordonnances restrictives et/ou à porter plainte pour violence domestique. (Courriel envoyé aux membres du conseil scolaire régional de Strait¹, avec copie à l'AWRC, mai 2008)

Parmi les qualificatifs que l'on pourrait ajouter à son nom [de la directrice exécutive du Centre pour les femmes], il y a : anticatholique (l'Église catholique s'oppose fermement à l'avortement et ne procède pas à l'ordination des femmes)... anti-père, pro-lesbienne, etc. ... Les membres du conseil qui se disent catholiques romains doivent voter en faveur de la motion de [membre du conseil scolaire]. Pour un catholique romain, le fait de voter en collusion avec une organisation ouvertement pro-avortement est une grave erreur et pourrait justifier l'excommunication. (Courriel aux membres du conseil scolaire régional de Strait, avec copie à l'AWRC, mai 2008)

Qu'est-ce que l'AWRC [Centre de ressources pour les femmes d'Antigonish] ?

Créé dans les années 1980, l'Antigonish Women's Resource Centre [Centre de ressources pour les femmes d'Antigonish] (AWRC) s'attache à fournir des programmes et des services d'appui aux femmes et aux adolescentes, à plaider pour les droits de la femme et à proposer des programmes éducatifs en vue de promouvoir l'égalité des femmes et la justice sociale. Il concentre ses efforts sur les questions économiques et de justice sociale, notamment la violence faite aux femmes, le logement, la réduction de la pauvreté et la protection du revenu des femmes, et fournit de manière proactive des services de santé aux femmes et aux adolescentes. Il emploie des femmes locales et travaille avec un large éventail de partenaires, notamment des groupes religieux de femmes, les autorités sanitaires locales, les prestataires de services de proximité et les organisations provinciales de justice sociale. En qualité d'organisation féministe, il tend à être un paratonnerre pour les sentiments anti-femme et anti-égalité adoptés par les fondamentalistes religieux.

Les Enjeux

En qualité d'organisation soucieuse de prévention autant que d'intervention, de changement social et de prestation de services, l'AWRC considère la prestation de services d'aide et les programmes éducatifs pour la jeunesse comme essentiels pour s'attaquer aux inégalités sociales et à différentes formes de discrimination, et pour promouvoir le statut des femmes. C'est ce travail avec la jeunesse et la promotion de programmes éducatifs et de ressources pour les jeunes qui suscite l'opposition la plus virulente de la part des fondamentalistes religieux et de leurs alliés. Le cri de ralliement commun de l'opposition est l'accusation que les programmes Healthy Relationships [relations saines] mis en place par l'AWRC, les services proposés par les Youth Health Centres [Centres de santé pour les jeunes] et les informations données dans la brochure *Le Sexe ?* Se concentrent essentiellement sur la promotion de l'autonomie sexuelle des filles en leur donnant des informations relatives à la contraception et à l'avortement, encourageant ainsi le sexe « récréatif » en dehors du mariage. Ils considèrent que ces programmes et ressources mettent en danger la position privilégiée de la famille traditionnelle, en permettant aux élèves d'accéder en toute autonomie aux services de santé sexuelle, en donnant aux élèves un aperçu plus large des pratiques sexuelles et en encourageant l'acceptation des relations homosexuelles. Ils objectent à la possibilité pour les élèves d'accéder aux informations sans l'autorisation expresse de leur famille et dès lors, en dehors de son contrôle. Pour les fondamentalistes religieux, ces efforts constituent une menace pour l'ordre patriarcal centré sur le contrôle de la sexualité féminine et la préservation des relations hétéro-normatives.

Programmes à l'école, centres de santé et ressources de sexualité

En 2002, l'AWRC a contacté le conseil scolaire local pour proposer des programmes destinés à éduquer les adolescents/es sur le sujet de relations saines et leur enseigner des compétences pour négocier leurs relations familiales, sociales ou intimes, d'une manière saine et sans abus. De juillet à septembre 2002, le conseil scolaire et l'AWRC ont tous deux été bombardés de courriers électroniques dans le cadre d'une campagne d'opposition aux programmes. La plupart des 140 messages électroniques étaient accompagnés d'articles établissant des liens entre le féminisme, l'homosexualité, la contraception et l'avortement, les condamnant et remettant en cause la recherche sur la violence faite aux femmes, affirmant que les femmes maltraitent autant que les hommes, voire davantage. Beaucoup de ces messages provenaient de membres d'organisations de pères des États-Unis et d'Ontario, au Canada, que leurs adresses électroniques ont permis de localiser. Les courriels étaient envoyés en copie au bureau national de la Catholic Women's League [Ligue des femmes catho-

liques], au bureau national de REAL Women of Canada [Femmes du Canada réalistes, égales, actives, pour la vie], aux paroisses locales et au Centre pour les femmes. Les attaques personnelles portées par courriel contre le personnel de l'AWRC contenaient des informations inexacts et ne relevant pas du domaine public. Ces informations avaient manifestement été communiquées aux activistes des droits des pères par des membres de la communauté locale, dans le but de discréditer l'AWRC et de convaincre les membres du conseil scolaire de voter contre leur programme.

En réponse, l'AWRC a travaillé avec un éducateur pour démontrer que le programme rencontrait certains objectifs spécifiques d'apprentissage des programmes scolaires et, à la demande du conseil scolaire, a demandé et obtenu l'approbation du programme par le ministre provincial de l'éducation. Lors d'une réunion avec le conseil scolaire, le personnel du Centre pour les femmes a été longuement questionné quant à savoir si le programme proposé comprenait l'éducation sexuelle. Le membre du conseil scolaire supposait que « relations » voulait dire « relations sexuelles ». Ce n'est qu'avec l'approbation du ministre de l'éducation et l'assurance qu'il ne s'agissait pas « d'éducation sexuelle » que le conseil scolaire a approuvé le programme pour mise en œuvre dans deux écoles locales.

En 2004, en collaboration avec des organisations non gouvernementale (ONG) (incluant Planned Parenthood [Parenté Planifiée]) et un groupe consultatif de jeunes, les départements de la santé et de l'éducation de la Nouvelle-Écosse ont rédigé la brochure *Le Sexe ?*, une ressource éducative à distribuer par les écoles aux élèves de la 7^e à la 12^e année (de 12 à 18 ans). La brochure donne aux jeunes des informations sur la sexualité saine, pour les aider à prendre des décisions en connaissance de cause concernant l'activité sexuelle et leur santé. De nombreux conseils scolaires de toute la province en ont débattu, mais le conseil scolaire local est le seul qui a refusé, par 6 voix contre 4, d'autoriser toute distribution par ses écoles de la brochure aux élèves ou à leurs parents. Les objections à la brochure exprimées par certains membres du conseil scolaire, certains membres de la communauté et des groupes à affiliation religieuse désireux de préserver les coutumes traditionnelles et les pratiques hétéro-normatives, portaient notamment sur sa nature explicite, les informations sur la contraception et l'avortement, et l'acceptation de l'homosexualité.

En 2006, quand le conseil scolaire a voté pour introduire et soutenir les Youth Health Centres [Centres de santé pour les jeunes] dans toutes les écoles du district de la 9^e à la 12^e année (de 14 à 18 ans), les forces fondamentalistes ont à nouveau uni leurs efforts pour s'y opposer. Elles étaient contre les Youth Health Centres [Centres de santé pour les jeunes] parce qu'ils fournissent aux élèves des informations concernant la puberté, l'avortement, le sexe, la contraception et l'homosexualité, et sont une

manière de donner des contraceptifs aux adolescents/es sans autorisation parentale. La Catholic Civil Rights League² [Ligue catholique des droits de l'homme] (CCRL) s'est faite l'écho public de l'opposition, affirmant que si ces centres devaient se trouver dans les écoles, les élèves devaient avoir une autorisation parentale pour y accéder. Dans leur présentation publique au conseil scolaire, ils n'ont pas manqué de décrire le président actuel du chapitre local de la CCRL comme un « parent n'ayant pas la garde », ajoutant « [il] voudrait vous dire à quel point il est difficile de participer à l'éducation de ses enfants en tant que parent n'ayant pas la garde. Il vous dirait à quel point il est difficile surtout d'élever ses enfants dans la foi, dans un monde qui semble atteint de folie à bien des égards »³. Un des membres de la CCRL, un enseignant, considérait « les cliniques de santé comme des outils destinés à des tiers pour faire pression sur les enfants en matière de comportements sexuels et d'idéologies qui offensent leur identité de chrétiens »⁴. En soutien à l'opposition aux Youth Health Centres [Centres de santé pour les jeunes], certains membres du conseil scolaire ont déclaré que ceux-ci n'ont pas leur place dans les écoles locales parce que leurs services sont inappropriés et qu'ils prônent un agenda d'extrême gauche⁵. Convaincu que le refus d'autonomie aux élèves pour prendre des décisions concernant leur propre santé est une violation de leurs droits humains, le Centre pour les femmes a travaillé avec le district local de la santé et des membres de la communauté, pour demander que le droit des élèves à des soins de santé confidentiels l'emporte sur le droit des parents de leur refuser l'accès à ces soins.

Le Centre pour les femmes mettait en œuvre des programmes Healthy Relationships [relations saines] dans deux écoles locales depuis 2002, mais quand le programme s'est étendu à 10 écoles en 2007, les membres du conseil scolaire se sont alliés à des groupes fondamentalistes religieux et des groupes des droits des pères pour entamer une opposition de plus en plus virulente contre tous les programmes scolaires proposés par le Centre pour les femmes. Une fois encore, les fondamentalistes de droite percevaient les programmes éducatifs du Centre pour les femmes comme une façon de donner en cachette une éducation sexuelle aux adolescents/es, favorisant ainsi les relations sexuelles prémaritales, la grossesse adolescente et l'avortement. Le Centre pour les femmes a été invité à une réunion du conseil scolaire pour répondre aux questions concernant ses programmes, où les membres du conseil qui s'y opposaient ont mis le personnel du Centre pour les femmes sur la sellette quant à l'application d'une approche féministe. Ils ont objectés à leur présence dans les écoles, les qualifiant de groupe d'intérêt spécial et remettant en cause leur professionnalisme et leur capacité à aborder des questions sensibles avec les élèves. Avisé que l'interrogatoire devenait inapproprié, un des membres du conseil a claqué la porte, mettant fin à la réunion et clôturant l'ordre du jour du conseil scolaire.

En avril 2008, un membre du conseil scolaire a annoncé qu'il allait proposer une motion pour interdire les services du Centre pour les femmes de toutes les écoles du district du conseil scolaire. Cela a marqué le début d'une campagne de courriels et de lettres au conseil scolaire, à la fois en appui des programmes et pour demander leur retrait des écoles. L'opposition publique aux programmes était particulièrement vitrioleuse, avec des attaques contre le personnel du Centre pour les femmes. Une fois encore, la majeure partie de l'opposition venait d'organisations des droits des pères situées aux États-Unis ainsi que de fondamentalistes religieux locaux et de partisans de la famille traditionnelle. Les médias locaux et provinciaux se sont emparés de l'affaire et l'intérêt a augmenté pour en connaître l'issue.

Recouplement des arguments fondamentalistes et des droits des pères

L'enjeu, pour les fondamentalistes religieux et les groupes des droits des pères, c'est de préserver et maintenir la dominance masculine en contrôlant la reproduction des femmes, la sexualité des femmes et le corps des femmes. Tous les arguments fondamentalistes sont formulés dans le discours des « valeurs familiales », où le noyau familial traditionnel, hétérosexuel et biparental sert de modèle. Dans la famille traditionnelle, où le père est investi du statut dominant en qualité de « chef de ménage », toute suggestion du droit des femmes à l'autonomie et à l'égalité est perçue comme une menace pour « la famille ». Les enfants sont soumis à la loi du père (souvent traduit par « les parents ») et la fille subit une pression particulièrement forte pour respecter sa/leur volonté et adhérer à sa/leur vision/s du monde. Les adolescentes, de même que les femmes, sont considérées avant tout comme des corps. À la fois vulnérables et dangereuses, elles doivent être maintenues sous contrôle sévère. La religion a une formule pour ce contrôle et dit de manière euphémique qu'il s'agit d'assurer la « protection » ou de « sauver » et « défendre » les filles.

Les [Youth Health Centres [Centres de santé pour les jeunes] sont des forums que des groupements d'intérêt utilisent pour promouvoir leurs idées et leurs opinions morales. Ils utilisent le principe de confidentialité entre le médecin et le patient pour empêcher les parents d'exercer leur droit d'enseigner aux enfants leurs propres convictions morales... [L]e conseil scolaire a une obligation envers les parents avant tout. (Présentation de la Catholic Civil Rights League [Ligue catholique des droits de l'homme] au conseil scolaire régional de Strait, décembre 2006)

Les parents ont le droit d'inculquer à leurs enfants la chasteté et le respect de leur corps, sans ingérence. À moins que, bien sûr, ces

[Youth Health Centres [Centres de santé pour les jeunes]] prévoient d'enseigner aux élèves la chasteté et sa signification pour un catholique. (Lettre à la rédaction, The Casket, avril 2006)

Les partisans des droits des pères et les fondamentalistes religieux craignent l'autonomie des femmes et la menace qu'elle représente pour le privilège masculin. Ils prétendent qu'il y a des différences naturelles et innées entre les sexes, et ces deux groupes s'opposent au changement social comme envisagé par le mouvement féministe qui œuvre à cet effet. Pour étayer leurs points de vue, ils pratiquent un discours antiféministe, anti-femme. Les partisans des droits des pères affirment que les femmes ont l'égalité, que le féminisme est contre la famille, qu'il fait une discrimination contre les hommes dont il fait des victimes⁶ et que les tribunaux accordent aux mères un traitement de faveur en matière de garde, qu'elles utilisent pour éloigner les pères de leurs enfants.

En travaillant avec une série d'activistes homosexuels/les et féministes, j'ai observé, dans les deux cas, une sorte de rage à l'égard des pères. Cette colère est politisée en rage généralisée contre les hommes et la masculinité⁷. (Courriel aux membres du conseil scolaire régional de Strait, avec copie à l'AWRC, mai 2008)

Le féminisme est une idéologie : une analyse qui explique le mal et facilite le changement. Dans le cas présent, le féminisme voudrait nous faire croire que tous les hommes sont mauvais par nature et responsables de la majeure partie de la violence dans le monde... C'est une théorie destructrice parce qu'elle monte les femmes contre les hommes, les filles contre leur père, créant ainsi des familles dysfonctionnelles. Elle donne à penser aussi que les femmes sont contre la famille. (Lettre à la rédaction, The Casket, mai 2008)

Tant d'enfants naissent hors mariage de filles et de femmes qui n'ont nullement l'intention d'épouser le père de ces pauvres enfants... Une mère ne remplace pas un père, son frère, son oncle ou son compagnon non plus. Tout enfant mérite d'avoir un père dans sa vie, à moins que la mort ne l'en prive. Il est extrêmement immature et égoïste de tomber enceinte sans être mariée. C'est une forme de maltraitance de l'enfant. (Courriel au conseil scolaire régional de Strait, à l'AWRC, aux paroisses locales et à REAL Women [Femmes du Canada réalistes, égales, actives, pour la vie], juillet 2002)

Les fondamentalistes religieux préconisent des rôles de genre clairement définis et considèrent que les femmes ont un rôle à jouer uniquement au sein de la famille traditionnelle. Dans cette vision du monde, les relations sexuelles sont acceptables seulement dans le cadre d'un mariage

hétérosexuel, et les droits et valeurs de la famille passent avant ceux des étudiants dans le système d'enseignement public.

La sexualité humaine a deux objectifs organiques : la procréation et l'unité conjugale. Les rapports sexuels produisent des bébés et unissent l'homme et la femme... Les lecteurs catholiques reconnaîtront ce point de vue comme l'enseignement traditionnel de l'église... [B]eaucoup d'égalitaires sont offensés par l'égalité entre les sexes, parce que les hommes et les femmes ne pourront jamais être parfaitement égaux... Nous pouvons considérer nos différences comme des opportunités de croissance et de partage ou comme un motif de querelle. Le féminisme moderne semble encourager les querelles. (Lettre à la rédaction, *The Casket*, mars 2006)

Les organisations de femmes progressistes, féministes, du monde entier, y compris d'occident, qui se soucient de justice sociale et d'égalité auraient avantage à identifier les nombreux textes rédigés par les fondamentalistes (les campagnes auxquelles ils participent explicitement ou sous d'autres couvertures), à en analyser les discours et les politiques, et à faire part de leurs observations. L'analyse du discours est importante en ce sens qu'elle se concentre sur le support par lequel le message est transmis, le ton et le langage de celui qui proteste, et l'analyse textuelle des messages. L'analyse et la compréhension du média, du langage et du message donnent une idée des relations sociales de pouvoir, parce que le discours reflète et influence à la fois le contexte social. Le discours contribue à façonner les relations sociales et est un élément actif de leur changement, il est essentiel pour identifier et comprendre la possibilité au sein des luttes politiques. L'utilisation de l'analyse du discours pour élaborer de multiples stratégies et plans d'action qui exposent le message fondamentaliste et s'y opposent est essentielle pour la promotion d'un changement social positif pour les femmes et les jeunes filles au niveau local, ainsi que pour faire le lien avec le travail que font les femmes dans le monde entier.

Stratégies de résistance et leçons tirées

La décision d'agir de l'AWRC a été précipitée par une opposition massive manifestée au conseil scolaire à chaque initiative susmentionnée : les programmes de relation saine et de prévention de la violence du Centre pour les femmes, les ressources d'information sur la sexualité saine et les centres de santé pour la jeunesse. Le Centre pour les femmes considérait que chaque initiative était cruciale pour la santé et le bien-être des jeunes femmes. En guise de stratégies, le Centre a combiné l'obtention de soutien aux programmes en donnant des informations exactes au grand public à ce sujet ; l'établissement de relations de travail positives avec les écoles, l'administration du conseil scolaire et le département de l'éducation ;

la collaboration avec des partenaires du secteur des soins de santé ; et l'organisation des partisans pour exprimer leurs préoccupations. Les informations relatives aux programmes ont été données au public par le site Web de l'AWRC, des interviews dans les médias et des communiqués de presse. Ces informations comprenaient les conclusions des évaluations annuelles externes et internes du programme, documentant l'impact du programme du point de vue des élèves, des enseignants et des facilitateurs du programme.

L'organisation principale changeait à chaque combat pour promouvoir une initiative, mais le Centre pour les femmes était toujours considéré comme un organisateur et/ou collaborateur principal. Dans le cas des programmes de relation saine, le Centre pour les femmes, organisation dirigeante, travaillait avec des groupes partenaires du secteur de la santé, des éducateurs et des membres du grand public. Dans le cas de la brochure *Le Sexe ?* et des Youth Health Centres [Centres de santé pour les jeunes], le Centre pour les femmes a été invité en tant que partenaire clé, faisant partie intégrante de l'effort. Dans chaque combat, le Centre pour les femmes progressait méthodiquement et selon les procédures, en apprenant davantage quant à la façon d'obtenir le soutien public et politique pour les programmes menacés. Pour chaque combat, le Centre pour les femmes a choisi de baser sa campagne sur la force de ses programmes, d'écrire et de parler publiquement de ses programmes uniquement et jamais des adversaires. À mesure que la collectivité se ralliait et soutenait les programmes, l'opposition des groupes et des personnes fondamentalistes se faisait plus virulente.

Dès le début, le Centre pour les femmes s'est efforcé de nouer des relations de travail positives avec les administrateurs du conseil scolaire, le personnel de l'école et les membres clés des communautés où ses programmes devaient être mis en œuvre. Pour le Rural Youth Healthy Relationships Education Project [Projet éducatif de relations saines pour la jeunesse rurale], cela s'est fait en donnant à l'administration du conseil scolaire des informations concernant le programme, en donnant au personnel enseignant et aux représentants locaux un rôle consultatif pour la mise en œuvre et la fourniture, et en rencontrant les hauts fonctionnaires du département de l'éducation. Quand la résistance des groupes fondamentalistes s'est manifestée, le programme dont les objectifs étaient compris bénéficiait d'un soutien ferme de la part de personnalités clés de la communauté. Le Centre pour les femmes a veillé à donner aux membres du conseil scolaire qui étaient favorables au programme les informations nécessaires pour plaider pour sa mise en œuvre. Par ailleurs, l'AWRC a indiqué à l'administration du conseil scolaire le groupe américain des droits des pères qui soutenait la campagne locale. Au final, le message excessivement anti-femme de la campagne par courrier électronique n'a pas convaincu la majorité des membres

du conseil scolaire, qui ont apaisé les opposants du conseil en soulignant que le programme serait approuvé par le ministre de l'éducation. Une fois cette approbation obtenue et le programme mis en œuvre, il a été plus difficile de dire qu'il était inadéquat pour les élèves.

L'autorisation de la brochure *Le Sexe ?* par le gouvernement n'a cependant pas eu d'emprise sur le conseil scolaire et la position des fondamentalistes religieux soutenus par leurs alliés catholiques conservateurs l'a emporté : la distribution de la brochure par leurs écoles a été interdite. Comme la brochure traitait explicitement de la santé sexuelle et donnait des informations concernant la contraception et l'homosexualité, ils sont parvenus à instiller la crainte d'une désintégration possible des valeurs familiales traditionnelles. Les services publics de santé ont organisé des réunions d'information publiques et travaillé avec leurs alliés communautaires et provinciaux pour demander la distribution de la brochure, mais le conseil scolaire local a été le seul de la province à refuser catégoriquement l'accès aux élèves et à leurs parents. Pour que les jeunes puissent accéder à la brochure, elle a été mise à disposition dans des magasins locaux, au Centre pour les femmes et dans d'autres organisations de proximité.

Dès lors, lorsque la demande de créer les Youth Health Centres [Centres de santé pour les jeunes] a été portée devant le conseil scolaire, le débat au sujet des droits des élèves d'accéder aux informations concernant leur santé, en particulier leur santé sexuelle, faisait déjà l'objet de vives discussions et de puissantes forces étaient prêtes à s'y opposer. Après l'interdiction de la brochure *Le Sexe ?*, les membres de la communauté étaient plus nombreux à se rendre compte que les Youth Health Centres [Centres de santé pour les jeunes] risquaient d'être interdits également et ils ont manifesté un soutien plus ferme à ces centres. Lorsqu'il s'est avéré que l'interdiction complète des centres était inacceptable pour la majorité des membres du conseil scolaire, les fondamentalistes et leurs alliés ont cherché à limiter l'accès des élèves en exigeant l'autorisation parentale. En collaboration avec les prestataires de soins de santé, le Centre pour les femmes a organisé une campagne de lettres, recueilli des signatures pour une pétition, témoigné de la nécessité des centres lors d'une séance publique du conseil scolaire, parlé aux médias et obtenu un soutien public considérable pour l'accès autonome des élèves aux Youth Health Centres [Centres de santé pour les jeunes]. Conscient que l'interdiction aux jeunes d'un accès autonome aux services de santé pouvait être une violation de leurs droits humains, le conseil scolaire a demandé un avis juridique. Comme l'avis juridique soutenait le droit des élèves à accéder aux soins de santé sans autorisation parentale et après l'échec de la tentative des opposants d'obtenir le soutien de l'ensemble du conseil scolaire pour demander un deuxième avis juridique, l'accès autonome aux Youth Health Centres [Centres de santé pour les jeunes] a été approuvé.

N'étant pas parvenue à interdire l'accès aux Youth Health Centres [Centres de santé pour les jeunes], l'opposition fondamentaliste s'est tournée vers les programmes du Centre pour les femmes, tentant de les interdire de toutes les écoles. S'alliant une fois encore avec des partisans et des organisations internationales des droits des pères, REAL Women [Femmes du Canada réalistes, égales, actives, pour la vie] et les catholiques conservateurs, elle a mené une campagne féroce contre le Centre pour les femmes et son personnel. Néanmoins, les directeurs d'écoles, les enseignants et les élèves, ainsi que le personnel du conseil scolaire et de nombreux parents, connaissaient alors les avantages des programmes et étaient prêts à les défendre. Le Centre pour les femmes avait acquis un large soutien parmi les parents, les universitaires, les prestataires de soins de santé et les ordres religieux locaux de femmes, et a pu compter sur le soutien d'organisations et de personnes dans toute la province. Comme les médias locaux assistaient régulièrement à toutes les séances publiques du conseil scolaire, ils étaient bien informés des positions des différents membres et des problèmes des programmes relatifs à la santé pour les jeunes. L'AWRC a pu faire appel aux médias locaux avec lesquels il avait établi de bonnes relations au fil des années pour informer le public de ses programmes et corriger les désinformations provenant des coalitions de droite qui s'y opposaient. À mesure que les médias locaux et provinciaux parlaient du combat, le soutien a grandi. Les deux camps ont écrit à la rédaction des journaux locaux, envoyé des lettres et adressé des courriels au conseil scolaire, téléphoné aux membres du conseil scolaire personnellement et fait valoir leur point de vue dans les médias. Les jeunes ont écrit des lettres exposant leurs expériences positives du programme Healthy Relationships for Youth [Relations saines pour les jeunes] et exprimant leur soutien aux Youth Health Centres [Centres de santé pour les jeunes].

Les membres du conseil scolaire ont reçu des courriels dont il a été dit que 60 % étaient favorables au maintien des programmes. Les femmes se sont présentées en masse à la réunion du conseil scolaire où le vote devait avoir lieu. Il est intéressant de savoir qu'un membre du conseil scolaire a observé à la séance que la plupart des courriels favorables aux programmes émanaient de femmes et que la plupart de ceux qui y étaient hostiles venaient d'hommes. Ce qu'il n'a pas dit, c'est que plusieurs d'entre eux provenaient de groupes de défense des droits des hommes établis dans l'ouest des États-Unis. Après l'échec de toutes les tentatives des membres du conseil scolaire opposés au projet pour faire avorter la réunion, le vote a eu lieu et les programmes ont été soutenus par sept voix pour et quatre contre.

Quelques jours plus tard, le ministre de l'éducation a dissous le conseil, alléguant son incapacité à fonctionner. Lors de l'élection du conseil scolaire en 2008, les candidats se sont manifestés au nombre de quatre dans

chacune des deux circonscriptions où les membres du conseil scolaire avaient posé le plus de problèmes. En clair, les gens voulaient changer les choses et leur désir a été en partie exaucé : un des membres opposés aux programmes de santé pour les jeunes femmes a été défait et un autre candidat, du même bord, a été élu à une courte majorité en raison de la division des voix entre les quatre candidats.

Le facteur crucial de la réussite de chaque combat était la ferme conviction du personnel administratif du conseil scolaire que les étudiants ont le droit d'accéder aux informations pour prendre des décisions éclairées concernant leur santé et leur bien-être, qu'il incombe aux directeurs de décider quels programmes ils veulent dans leurs écoles et qui les mettra en œuvre, et que les souhaits du conseil scolaire ne priment pas sur les politiques définies par le département de l'éducation. Le refus de l'administration du conseil scolaire de se laisser tyranniser par des membres du conseil a ouvert un espace pour l'opinion publique et l'action à entreprendre pour soutenir les programmes. Autre facteur crucial, l'utilisation de différentes méthodes de campagne, notamment la rédaction de lettres, l'élargissement de notre base de soutien dans le système scolaire et en-dehors, ainsi que la communication d'informations positives et exactes au public par les médias. Ces différentes approches ont été interconnectées dès le début et se sont mutuellement renforcées à mesure de leur évolution. Le Centre pour les femmes a soigneusement veillé à s'exprimer publiquement uniquement au sujet des programmes et de leurs avantages pour les élèves et s'est abstenu de commenter les actions de différents membres du conseil scolaire. Parallèlement, le Centre pour les femmes a procédé à une analyse avec et parmi ses partenaires, faisant apparaître les idéologies fondamentalistes et exposant la collaboration des groupes des droits des pères pour s'opposer aux différents programmes et services. Cela a permis aux partenaires de parler publiquement des actions des membres du conseil scolaire qui étaient contre et de faire connaître au public les idéologies à la base de leur opposition.

Reste à voir quelle sera la prochaine étape pour les groupes fondamentalistes alliés, mais la politique locale restera sans doute une arène où ils se porteront candidats et continueront à promouvoir un agenda misogyne. Démasquer les idéologues fondamentalistes, identifier leur agenda et montrer l'idéologie séparée, oppressive et régressive dans une religion dominante et de ce fait distincte de la religion proprement dite, permet à ceux qui pratiquent cette religion de se désolidariser de l'imposition d'interprétations, de valeurs et de coutumes fondamentalistes, auxquelles ils n'adhèrent pas. De même, les luttes évoquées dans cette étude de cas montrent comment les féministes et leurs alliés progressistes ont réussi à « décentrer » le fondamentalisme du discours public. Chaque fois que les groupes fondamentalistes sont empêchés d'imposer leur volonté à la

communauté plus vaste, ils perdent du terrain dans leur affirmation selon laquelle ils représentent la majorité, la voix générale.

Le processus qui consiste à démasquer le fondamentalisme doit s'accompagner d'efforts constants pour renforcer le soutien de la communauté aux projets féministes. En concentrant une attention positive sur le Rural Youth Healthy Relationships Education Project [Projet éducatif de relations saines pour la jeunesse rurale], la brochure *Le Sexe ?*, les Youth Health Centres [Centres de santé pour les jeunes] et les programmes de l'AWRC dans les écoles, l'AWRC a pu élargir sa base de soutien communautaire et entretenir des relations qui joueront un rôle important dans les luttes futures.

Coup d'œil sur l'avenir

L'alliance formée par l'association du fondamentalisme religieux et les discours des droits des pères a permis de convaincre les partisans de la famille traditionnelle et les religieux conservateurs que leurs convictions correspondent aux valeurs patriarcales, fondamentalistes. Elle est puissante, efficace et insidieuse. Elle agit sous la surface et recourt aux attaques personnelles, à l'alarmisme et aux données de recherche douteuses pour étayer ses arguments. Les fondamentalistes séduisent en employant une rhétorique de justice et de droits pour inciter le grand public à la haine et à la méfiance. Leurs stratégies pour s'opposer au changement social et à la promotion des droits des femmes et des filles consistent à jouer sur les craintes du féminisme, la misogynie et l'homophobie, et à perpétuer des stéréotypes concernant les organisations activistes de femmes.

Dans notre région rurale de la Nouvelle-Écosse, nous commençons à démasquer ces groupes fondamentalistes et à comprendre que leur force réside surtout dans leur capacité à revendiquer une haute moralité par des tactiques d'intimidation, de coercition, de discrédit et d'isolement. Nous apprenons aussi qu'il existe différents fondamentalismes et qu'ils se chevauchent, que la réussite de leurs campagnes est fonction de leur capacité à travailler en réseau par-delà les régions et les dénominations religieuses (le groupe fondamentaliste d'Antigonish est essentiellement catholique, mais il a bénéficié du soutien de membres de la droite religieuse américaine, principalement protestante). Enfin, nous apprenons que bien que le fondamentalisme existe, qu'il soit omniprésent et conservateur au point de faire paraître radical la mouvance principale, il est essentiel de l'exposer (tout en cultivant de nouvelles alliances et en élargissant le soutien communautaire) pour promouvoir une vision positive de la femme.

Remerciements

La recherche pour cette étude de cas a bénéficié en partie de fonds du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.

Biographies des auteures

Lucille Harper est directrice exécutive de l'Antigonish Women's Resource Centre [Centre de ressources pour les femmes d'Antigonish] et de la Sexual Assault Services Association [Association de services en cas d'agression sexuelle] à Antigonish, en Nouvelle-Écosse, au Canada. Elle est titulaire d'une maîtrise en études féminines et est une activiste de longue date en matière de politique publique et de justice sociale pour les droits des femmes. Elle a travaillé en première ligne aux problèmes féministes en Nouvelle-Écosse.

Leona M. English est professeure agrégée en éducation aux adultes à l'université St. François-Xavier d'Antigonish, en Nouvelle-Écosse, au Canada. Elle fait de la recherche et écrit sur les questions des femmes, de justice sociale et de santé. Elle a récemment publié l'International Encyclopedia of Adult Education.

Betsy MacDonald est musicienne, animatrice de communauté et chercheuse à Antigonish, en Nouvelle-Écosse, au Canada. Elle est titulaire d'une maîtrise (MA) en études de justice sociale et d'égalité de l'université de Brock, en Ontario, au Canada. Son travail d'activiste est centré sur le changement social féministe, la justice économique et les questions de LGBTQ.

Biographie de l'organisation

L'Antigonish Women's Resource Centre [Centre de ressources pour les femmes d'Antigonish] a été créé en 1983 en tant que centre d'activité collective féministe en Nouvelle-Écosse rurale. L'AWRC se concentre sur l'éducation relative aux questions féminines, la fourniture d'informations et d'appui ainsi que le plaidoyer pour les femmes et les adolescentes. L'AWRC est une voix enthousiaste de l'activisme et du changement social en Nouvelle-Écosse, qui avance aux côtés des femmes pour la justice, l'égalité, l'indépendance économique et l'exemption de violence. www.antigonishwomenscentre.com

Notes de fin

¹ Note de la rédaction : Antigonish est l'un des quatre comtés de ce district scolaire (avec Inverness, Richmond et Guysborough) ; les conseils locaux dépendent du conseil régional.

² La Catholic Civil Rights League [Ligue catholique des droits de l'homme] se décrit comme « a national lay Catholic organization committed to combating anti-Catholic defamation, working with the media to secure a fair hearing for Catholic positions on issues of public debate, and lobbying government and intervening in court challenges in support of law and policy compatible with a Catholic understanding of human nature and the common good [une organisation nationale catholique laïque, destinée à combattre la diffamation anticatholique, à travailler avec les médias pour assurer une

audience équitable aux positions catholiques concernant des questions de débat public, à faire pression sur le gouvernement et intervenir dans les actions en justice pour soutenir la législation et les politiques compatibles avec une notion catholique de la nature humaine et du bien commun] ». Extrait de la page « About CCRL » du site Web de la [CCRL](http://www.ccrll.ca).

³ Alexander J. MacDonald, Civil Rights Perspective, Catholic Civil Rights League, Antigonish, Nouvelle-Écosse, Présentation au conseil scolaire régional de Strait, 6 décembre 2006.

⁴ *Ibid.*

⁵ Alexander J. MacDonald, Civil Rights Perspective, Catholic Civil Rights League, Antigonish, Nouvelle-Écosse, Présentation au conseil scolaire régional de Strait, 6 décembre 2006.

⁶ Barbara Legault, projet de traduction non officielle de « Des hommes contre le féminisme », *À Bâbord!* Octobre-novembre 2006.

⁷ Ce partisan des droits des pères cite un article qu'il joint à son courriel. Dans un article intitulé « [Militant Homosexuality and Feminism: The Politicizing of Research and Feelings](#) » [Homosexualité activiste et féminisme : la politisation de la recherche et des sentiments], Gerald Schoenewolf affirme « the gist of militant homosexual and feminist activists seems to be to make heterosexual males the scapegoat for society's problems [l'essence des activistes homosexuels/les et féministes semble consister à faire des hétérosexuels masculins le bouc émissaire des problèmes de la société] ». Il poursuit « The mothers of these patients tended to be women who felt frustrated by the traditional women's role [Les mères de ces patients tendent à être des femmes frustrées par le rôle traditionnel des femmes] ». Du site Web de NARTH (National Association for Research and Therapy of Homosexuality), mis à jour le 3 septembre 2008.